

Société multiculturelle ... Société multiconflictuelle ...

23/11/2018



Seize ans avant les journalistes du Monde, l'historien Georges Bensoussan dénonçait l'islamisation de certains quartiers de la nation dans *Les Territoires perdus de la République*. Dans un entretien accordé à Causeur, il confirme ses observations et rejette les procès en « idéologie » qui lui sont faits par ces médias qui dressent pourtant le même constat...

Si nous n'arrivons pas à comprendre qu'une guerre nous a été déclarée, qu'elle oppose frontalement deux visions du monde fondamentalement incompatibles, et que l'islam, dit fondamentaliste, n'a rien à voir avec l'idéal des Lumières sur lequel est bâti notre mode de vie, nous allons vers des lendemains difficiles.

Source : www.causeur.fr/georges-bensoussan

La société multiculturelle est de plus en plus synonyme de société multiconflictuelle

Seize ans avant les journalistes du *Monde*, l'historien Georges Bensoussan dénonçait l'islamisation de certains quartiers de la nation dans *Les Territoires perdus de la République*. Dans un entretien accordé à *Causeur*, il confirme ses observations et rejette les procès en « idéologie » qui lui sont faits par ces médias qui dressent pourtant le même constat...

Causeur. Dans votre discours de réception du [Prix national de la Laïcité](#), vous évoquez avec émotion et reconnaissance le souvenir de vos deux instituteurs de l'école primaire du boulevard de Belleville où vous êtes arrivé dans les dernières années de la guerre d'Algérie. Vous désignez cette école comme la « matrice morale » où une « laïcité en actes signifiait l'intégration dans le creuset de la Grande Nation de 1794 et de la République ». Quel est l'état de cette « matrice morale » ? La laïcité et l'intégration ne sont-elles pas devenues des notions quasi suspectes ? Est-il encore permis de lier la notion de République et celle de nation quand celle-ci ne cesse d'être accusée de tous les maux par le président qui pourtant la représente ?

Georges Bensoussan. C'était une matrice morale parce que nous faisons alors société. La domination de l'impératif économique n'avait pas encore marchandisé totalement la vie, gelé pour partie les relations humaines dans « les eaux froides du calcul égoïste » (Marx), ni mué toute activité en spectacle. Nous faisons société aussi parce que le choc migratoire, doublé ces vingt à trente dernières années d'une intégration poussive sinon en panne, n'avait pas encore déstructuré la société française pour la faire plonger dans un affrontement de communautarismes paradoxalement marqué par le discrédit porté à la notion d'identité.

Nous faisons société parce que le bien commun gardait un sens, et que la gauche, en dépit de ses défauts et de ses divisions, prenait encore en charge les intérêts des classes populaires. Nous étions alors à mille lieues de cette gauche mondaine qui s'est épanouie dans le sillage de l'élection de François Mitterrand en 1981, et plus encore après le tournant de 1983. Ce n'était pas encore le temps du divorce consommé avec les classes populaires si bien analysé par Jacques Julliard, avec le « peuple », cette notion, galvaudée, qui fait ricaner les esprits forts mais qui demeure pourtant une réalité palpable à la condition de bouger, de voyager, de s'immerger dans le « pays profond ».

Si la laïcité et l'intégration sont vues aujourd'hui comme des surgesons du colonialisme, c'est dire que nous ne sommes jamais sortis du colonialisme. Ce schéma victimaire, cultivé chez les Indigènes de la République et leur égérie Houria Bouteldja, est entretenu par une petite partie de la gauche intellectuelle qui en a fait son fonds de commerce médiatique. Cette vision n'est pas seulement historiquement erronée, elle induit une culture de l'excuse qui, à son corps défendant, reproduit un schéma colonial selon lequel l'autre n'est pas vu comme mon égal mais comme un être diminué par la souffrance que lui infligèrent jadis mes aïeux. Aujourd'hui, la laïcité et l'intégration sont récusées au nom de l'indigénisme : nous savions depuis longtemps déjà que l'antienne du « droit à la différence » déboucherait, un jour, sur la différence des droits. Nous y sommes.

Le dévoiement idéologique d'une partie de l'antiracisme accouche donc aujourd'hui d'une régression tribale qui enferme dans une identité close et assigne à résidence, ad aeternam, du fait de la naissance : c'est là toute la rhétorique des rassemblements de « racisés », par exemple, interdits aux blancs. Cette dérive idéologique, qui rompt avec la notion d'universel, retrouve le primat de la race comme à la fin du XIXe siècle. Elle est aux antipodes du monde des Lumières.

Seize ans après la sortie des *Territoires perdus de la République*, quelle est la postérité et l'actualité de ce travail fondateur de description d'un réel que d'aucuns ne voulaient pas regarder en face ? La situation s'est-elle encore dégradée ou bien des enseignements ont-ils été tirés de ces travaux ?

Si seize ans après, j'avais dû refaire aujourd'hui les *Territoires perdus de la République*, je les aurais intitulés les *Territoires perdus de la nation*. Parce que la nation est un enracinement, mais sans fermeture à la Barrès, c'est l'identité ouverte de la Révolution française qui parle en français et s'adresse aux hommes, et qui ne sépare pas les droits de l'homme des droits du citoyen, parce qu'il n'y a d'humanité que lorsque les devoirs sont accolés aux droits. La République, on l'oublie souvent, n'est qu'une forme de régime, même s'il est vrai, qu'en France, elle est portée par le souffle de 1792, de 1848, de 1870, sans oublier le rétablissement de l'été 1944. Cela posé, avoir mis sous le boisseau le mot « nation » par peur de l'identité confondue avec le nationalisme, l'exclusion et la guerre, a contribué à freiner l'intégration de millions d'étrangers arrivés depuis cinquante ans. Comment s'intégrer à une nation qui congédie sa propre histoire et s'en mortifie sans fin ? La notion d'identité nationale a été caricaturée en machine à exclure, alors qu'il s'agit d'une longue élaboration conflictuelle entamée au moins depuis la seconde moitié du XVI^e siècle avec les guerres dites « de religion ». Dans ce vide, s'est glissé un émiettement identitaire vecteur de violence, une société multiculturelle (à ne pas confondre avec une société multi-ethnique) de plus en plus synonyme de société multi-conflictuelle.

Seize ans après les *Territoires perdus de la République*, la postérité de ce livre se résume surtout à une formule utilisée jusqu'à plus soif. Ce que nous décrivions alors, après d'autres (je pense en particulier à Christian Jelen), n'était que les premiers symptômes d'un pourrissement à venir. Et qui est advenu.

Si l'actualité nous a donné raison au-delà de ce que nous redoutions, la vraie question porte sur la responsabilité de ceux qui ont refusé de regarder ce qu'on leur montrait, qui nous ont insulté, qualifié d'« idéologues, d'« esprits simplistes » puisque l'intelligence, chacun le sait depuis le temps de la domination culturelle du Parti communiste français au début des années cinquante, est de leur côté.

La situation s'est-elle dégradée ? Il y a aujourd'hui en France, plus de 500 quartiers « difficiles », nommés par antiphrase « cités sensibles », ravagés par des trafics en tous genres et marqués par la progression du salafisme. Des territoires se constituent en dehors de la nation, rétifs à la loi républicaine où l'autorité de l'État tient parfois du leurre. Qui peut dire, par exemple, sans ciller, que la loi de 2010 sur l'interdiction du port du voile intégral est intégralement respectée ?

Les récentes enquêtes de journalistes qui, tels [Davet et Lhomme](#) du *Monde*, découvrent en 2018 ce que vous évoquiez dès 2002 ne vous donnent-ils pas, un peu tard, raison ?

Vous me citez le travail de ces deux journalistes du *Monde* à propos de l'islamisation de la Seine-Saint-Denis et vous évoquez l'idée que leurs travaux nous donnent raison a posteriori. Vous n'obtiendrez jamais ce type de reconnaissance de la part de ces gens qui considèrent, comme ils l'ont dit à différents micros, que nous étions dans l'« idéologie » tandis qu'ils avaient fait, eux, un « travail scientifique ». Il n'y a rien à répondre à cette mauvaise foi, sinon rappeler quelques faits : en 2002, *Le Monde* nous enveloppait d'un

épais silence. En 2015 et plus tard, ne pouvant plus garder le silence, ils nous voyaient multiplier les « propos limites » et flirter avec les « idées nauséabondes » propres, chacun le sait, aux « heures sombres... », etc. Croyez-vous donc ces gens capables d'humilité au point de reconnaître que d'autres, avant eux, avaient perçu les craquements de cette société, alors qu'en tant que journalistes (ce que nous n'étions pas) ils auraient dû être les premiers à les voir et à les dire ? C'est leur manquement professionnel qu'ils ne sont pas prêts de nous pardonner.

Par ailleurs, la stigmatisation sous l'étiquette d'« idéologie » mérite plus ample explication. Que disent, en effet, ces deux journalistes : « L'idéologie nous est étrangère », et c'est là, justement, une posture éminemment idéologique en ce qu'elle reflète le légitimisme du pouvoir en place, lequel ne saurait accepter d'être qualifié d'idéologique sous peine de remettre en cause le magistère qu'il exerce.

Chez beaucoup demeure l'idée qu'il n'existerait qu'une seule parole légitime, celle émanant de cette incarnation du pouvoir établi qu'est le journal dit « de référence ». Car ce qui est en jeu derrière l'accusation d'« idéologie », opposée à la « rigueur scientifique », c'est bien une querelle de légitimité. C'est à dire une *lutte pour les places*. Car qualifier ainsi un livre de manière générale, sans une argumentation précise, et relative à des faits déterminés, ne relève pas d'une appréciation objective mais banalement, j'allais dire trivialement, d'un procédé rhétorique visant à délégitimer in abstracto, et donc de facto à faire taire, telle ou telle voix jugée dérangeante.

Par ailleurs, et dans ce cas précis, l'opposition artificielle érigée entre « idéologie » et « travail scientifique » a l'avantage de masquer certaines des faiblesses inhérentes au travail de journaliste, qui demeure toujours, quelles qu'en soient les qualités, souvent grandes, l'expression d'un regard extérieur aux témoins immergés dans la vie qu'ils prétendent décrire. C'est ce qui faisait la force des témoignages des enseignants que j'avais rassemblés dans les *Territoires perdus de la République*, des professeurs travaillant parfois depuis plus de dix ans au cœur de ces quartiers dits « sensibles ». C'était là une différence majeure avec des journalistes, aussi rigoureux soient-ils, qui eux, n'étaient que de passage plusieurs mois durant.

Quel regard portez-vous sur l'action actuelle de l'exécutif quant à la question de la laïcité ? La ministre de la Justice a annoncé récemment un probable assouplissement de la loi de 1905 afin de faciliter la constitution d'un Islam de France tandis que le grand discours sur la laïcité tant attendu d'Emmanuel Macron n'est toujours pas arrivé. Que vous inspire cette tendance ?

Toucher à la loi de 1905, c'est entrer dans la voie des accommodements et des renoncements qui, mis bout à bout, paveront le chemin d'une servitude collective. Si nous n'arrivons pas à comprendre qu'une guerre nous a été déclarée, qu'elle oppose frontalement deux visions du monde fondamentalement incompatibles, et que l'islam, dit fondamentaliste, n'a rien à voir avec l'idéal des Lumières sur lequel est bâti notre mode de vie, nous allons vers des lendemains difficiles. Et c'est là une litote... Encore faut-il entendre ce distinguo entre l'islam comme réalité sociale, c'est à dire la multitude des pratiques de la foi musulmane, pour beaucoup pacifiées, et l'islam comme corps de doctrine théologique et surtout politique et juridique qui, lui, n'a rien à voir avec ce qu'il est convenu d'appeler les Lumières.

Vous avez cité les mots redoutablement lucides de Martin Luther-King : « A la fin, nous nous souviendrons non pas des mots de nos ennemis mais des silences de nos amis », alors que vous sortez à peine de 30 mois de procédures ourdies par les spécialistes du djihad judiciaire. Pouvez-vous nous

en dire plus sur ces amis dont vous estimez que leur silence, leur complaisance auront été préjudiciables et coupables ?

Quand l'ennemi nous a déclaré la guerre, nous n'avons pas à nous plaindre des coups qu'il nous porte. En revanche, lorsque le camp que l'on croyait ami garde le silence, voire joint ses coups à ceux de nos adversaires, c'est là la pire situation qui se puisse concevoir. Je pense à cette partie de la gauche qui a dévoyé l'antiracisme pour en faire un instrument du « politiquement correct », un concept tout sauf anodin, une machine de guerre en vérité qui finit par tuer dans l'œuf toute vie intellectuelle transformée en un tribunal permanent où dans le box des accusés s'entassent les auteurs d'innombrables « dérapages »...

Passons sur l'aberration de voir la Licra siéger en janvier 2017, contre moi, aux côtés des islamistes. Ce fut là, on le sait, la décision d'un quarteron de personnalités oscillant entre haine et bêtise. Une décision qui a profondément divisé cette organisation. Le silence des amis, ce fut plutôt la kyrielle des petites lâchetés de qui craint pour sa place, pour son poste, redoutant de s'écarter de la doxa et du conformisme qui vous dispense de penser, craignant de déplaire, et parfois même, dans le contexte professionnel du Mémorial d'où je fus évincé, étouffé par la peur de s'exprimer dans un lieu qui aurait pourtant dû être un modèle de démocratie et de liberté. Las...

Je crains d'ailleurs que, pilotée par de tels dirigeants, étroits d'esprit et à mille lieues de l'âme des pères fondateurs, la mémoire de la catastrophe juive ne vire à un moralisme des plus plats. A un projet politique et pédagogique limité au nombre de visiteurs, de scolaires et de professeurs en formation ayant franchi le seuil de l'institution. Je crains que cette gestion comptable ne favorise une réflexion des plus pauvres, un brouet mêlant « devoir de mémoire », promotion de la « tolérance » pour finir par l'éloge de la « diversité » et du « vivre-ensemble ». Un fade moralisme peu à même de déceler dans le terreau culturel de notre époque et dans nos « sociétés post-nazies » selon le mot de Pierre Legendre, les germes des politiques massivement meurtrières de demain. En perdant de vue cette seule, mais majeure, interrogation politique : comment une société évoluée a-t-elle pu concevoir Treblinka ? Car, à travers la destinée singulière du peuple juif, là demeure la question de fond.

Dans vos travaux sur la Shoah notamment, vous insistez sur la nécessité de ne pas trivialisier, banaliser ces épisodes tragiques de l'Histoire en les instrumentalisant, en multipliant les cérémonies mémorielles et les invocations moralisantes. Que vous inspirent, de ce point de vue, les recours désormais constants à la commémoration par le pouvoir politique et les multiples torsions et interprétations de l'Histoire auxquelles se prêtent les pouvoirs publics depuis quelques années et encore davantage depuis quelques mois ? A ce titre, que vous inspire par exemple le projet de Musée-Mémorial des victimes du terrorisme alors même que le parquet n'hésite pas à poursuivre des historiens qui, comme vous, tentent de faire leur travail librement ?

Vous le faites remarquer judicieusement, le projet de « Mémorial aux victimes du terrorisme » a lieu concomitamment à la poursuite en justice d'un certain nombre d'intellectuels accusés simplement de dire ce qu'ils voient. Cela fait partie de la dichotomie d'une société qui multiplie les invocations moralisantes et les imprécations, les condamnations et les mises à l'encan en se gardant de nommer la source du mal.

Concevoir un Mémorial des victimes du terrorisme quand la guerre qui nous est faite n'est pas terminée, c'est reconnaître, à part soi, notre impuissance à agir. On se réfugie dans la mémoire quand on a renoncé (ou qu'on n'a pas pu le faire) à l'action. En rappelant que comparer n'est pas assimiler, comment oublier

que le projet de Yad Vashem remonte à 1942, quand la majorité des victimes était encore en vie ? Il fallait penser la tragédie au passé parce que les jeunes sionistes du Foyer national juif étaient sans prise aucune sur le présent.

Ici, la situation est différente, mais quand on refuse de nommer un islam n'ayant toujours pas accompli une réforme de fond (le pourra-t-il ?), et qu'au carnage on répondra toujours : « [Vous n'aurez pas ma haine](#) », c'est un boulevard qu'on ouvre à la défaite.

C'est pourquoi, il me semble qu'évoquer un Mémorial des victimes du terrorisme sans désigner la source de cette violence restera comme la manifestation de notre impuissance à affronter la guerre qu'on nous fait. Depuis plusieurs années déjà, je cite à ce propos ces quelques mots d'un sermon prononcé par Bossuet à Pâques 1662 : « *Dieu se rit des hommes qui déplorent les effets des maux dont ils chérissent les causes.* » Encore faut-il noter qu'il ne s'agit même pas ici de chercher « les causes », mais seulement de garder un silence timoré devant le péril.